



Malala Yousafzai « *Les talibans ont pensé que la balle qui m'a touchée nous pousserait à nous taire, mais ils ont eu tort* » a déclaré Malala quelque temps après avoir été victime d'une tentative d'assassinat le 9 octobre 2012. La balle traverse son cou et son crâne. Malala est transférée dans un hôpital à Birmingham au Royaume Uni. Elle défendait le droit des filles à l'éducation. Malala naît le 12 juillet 1997 à Mingora au Pakistan. Encouragée par son père, directeur d'école, elle écrit en ourdou un blog sur le site Internet de la chaîne britannique BBC sous un pseudonyme. Dans ce journal d'une écolière pakistanaise, elle dénonce les violences des talibans. Le 19 décembre 2011 Malala reçoit le prix national de la jeunesse pour la paix par le gouvernement

pakistanaise. Elle devient alors cible pour les talibans. Comme tous les Pachtounes et beaucoup de Pakistanais, Malala est de confession musulmane. Elle a lu le Coran, elle refuse la charia qui impose la loi islamique et dénonce ceux qui, au nom de l'Islam, menacent les filles de mort si elles vont à l'école. Le 10 octobre 2014 elle reçoit le prix Nobel de la paix. Malala vit au Royaume Uni, et après un excellent parcours scolaire elle est depuis juin 2020 diplômée de philosophie, politique et économie de l'université d'Oxford. Elle continue son combat pour l'éducation des filles, ce qui lui a valu en février 2021 des menaces sur son compte twitter. « *L'éducation est notre droit fondamental. Pas seulement en Occident : l'islam aussi nous a accordé ce droit.* »



Ramy Kamel La société civile égyptienne est violemment réprimée depuis 2014. Les défenseurs des droits humains, dont fait partie Ramy Kamel, sont confrontés à une situation pleine de défis : restrictions de rassemblements publics, interdictions de voyager, arrestations et condamnations de blogueurs, journalistes et manifestants, campagnes de diffamation contre les groupes de défense des droits humains. La minorité religieuse copte, à laquelle Ramy Kamel,

défenseur des droits humains appartient, n'échappe pas à cette répression. Son travail consiste principalement à défendre le droit à la liberté de religion. Il est l'un des fondateurs de l'Union de la jeunesse Maspero, qui œuvre pour que justice soit rendue et pour la fin de la discrimination à l'encontre des Coptes. Ramy Kamel documente les violations des droits humains perpétrées contre sa communauté religieuse en Haute-Égypte, où des églises ont été brûlées et des filles mineures enlevées par des groupes radicaux. Il est arrêté le 23 novembre 2019. Son ordinateur portable et ses téléphones sont confisqués par les agents de sécurité et ses biens endommagés. Ramy Kamel comparait le 24 novembre 2019 devant le parquet et est transféré le même jour à la prison Tora. Le 2 décembre 2019, le Parquet suprême du Caire ordonne sa détention préventive avec l'accusation de "*financement d'une organisation terroriste*", de "*diffamation*" et de "*mauvaise utilisation des réseaux sociaux*". Le 17 janvier 2021, la cour d'assise du Caire renouvelle sa détention pour 45 jours de plus, malgré la grave détérioration de sa santé. L'Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture est préoccupée par la détention et le harcèlement permanent contre les défenseur-e-s des droits humains en Egypte. L'ACAT soutient Ramy Kamel